

Service vétérinaire – Environnement
10 Boulevard Gaston Doumergue
BP 76315
Cedex 2
44036 NANTES

NANTES, le 23/11/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/10/2022

Contexte et constats

Publié sur



SARVAL Ouest

La Grand'Lande
44520 ISSE

Références : [2022-03902](#)
Code AIOT : 0054400758

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/10/2022 dans l'établissement SARVAL Ouest implanté La Grand'Lande 44520 ISSE. L'inspection a été annoncée le 27/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection annuelle du fonctionnement de l'établissement de transformation de sous-produits animaux

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARVAL Ouest
- La Grand'Lande 44520 ISSE
- Code AIOT : 0054400758
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Icd : Oui

Fonctionnement régulier des installations autorisées, suivi des remarques réalisées lors des précédentes inspections, actions correctives suites aux déclarations d'incidents transmises par l'exploitant depuis la période de fin d'année 2021 et sur l'année 2022

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- [à compléter](#)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Diminution de l'activité du site en raison de la crise sanitaire de la filière volailles, restructuration en cours dans le groupe suite à la fermeture de site en Bretagne.
Augmentation des alertes "odeurs" sur site depuis le 15 août 2022

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement	Arrêté Préfectoral du 16/11/2017, article 4.2	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
4	Entretien et surveillance	Arrêté Préfectoral du 16/11/2017, article 5.2.3	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
9	Prévention de la pollution atmosphérique – dispositions générales	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 15	/	Lettre de suite préfectorale	12 mois
12	Installations électriques – Mise à la terre	Arrêté Préfectoral du 16/11/2017, article 8.3.3	/	Lettre de suite préfectorale	12 mois
13	Foudre	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 25	/	Lettre de suite préfectorale	12 mois
15	Rétentions	Arrêté Préfectoral du 16/11/2017, article 8.5.3	/	Lettre de suite préfectorale	12 mois
18	Mesures de réduction des consommations d'eau	Arrêté Préfectoral du 29/05/2020	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Volume d'activité	Arrêté Préfectoral du 16/11/2017, article 1.1.3	/	Sans objet
2	Déclaration incidents	Arrêté Préfectoral du 16/11/2017, article 2.3.1	/	Sans objet
5	Entretien et surveillance	Arrêté Préfectoral du 16/11/2017, article 5.3.7	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 16/11/2017, article 5.3.8.2	/	Sans objet
7	Epanches des effluents traités	Arrêté Préfectoral du 16/11/2017, article 5.4	/	Sans objet
10	Prévention de la pollution atmosphérique – dispositions générales	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 58	/	Sans objet
11	Infrastructures et installations : Bâtiments et locaux	Arrêté Préfectoral du 16/11/2017, article 8.3.2	/	Sans objet
14	Prévention des pollutions accidentelles - Généralités	Arrêté Préfectoral du 16/11/2017, article 8.5.1	/	Sans objet
16	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 16/11/2017, article 8.6.3	/	Sans objet
17	AUTOSURVEILLANCE DES EMISSIONS ODORANTS	Arrêté Préfectoral du 16/11/2017, article 9.2.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Réalisation d'investissement importants depuis 2020 (remplacement d'une chaudière gaz, enlèvement d'équipement non utilisés (oxydeur) et remplacement d'une cheminée de 51m par une nouvelle cheminée.

Transmission d'une étude des zones à risques de l'établissement en décembre 2021. Plan d'action en cours de validation. Etude de risque foudre non actualisée depuis dernières modifications de l'installation. Suivi des installations électriques en cours de réhabilitation.

Prévoir la transmission d'un échéancier pour la régularisation et la réparation des installations défectueuses à réaliser sur l'année 2023.

Transmission d'une étude de dispersion des odeurs et bilan du programme de suivi des actions réalisée depuis 2020 (cf art 3 de l'arrêté préfectoral du 3/12/2020)

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Volume d'activité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2017, article 1.1.3
Thème(s) : Situation administrative, Nature des installations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Respect des quantités autorisées rubriques 3642-1 et 2910
Constats : Diminution des quantités traitées pour la rubrique 3642 compte tenu le l'épizootie de grippe aviaire sur la filière "plume" et sang Production <300T/J Production - réalisée 2021: 46261T; - prévisions 2022: 42242 T.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Déclaration incidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2017, article 2.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Déclarations accidents
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Transmission dans les meilleurs délais à l'inspection des IC d'un rapport Respect des mesures envisagées et prises pour éviter un accident ou accident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme
Constats : Transmission de 3 incidents depuis 2022: 30/11/2021: Déchirure bâche bassin tampon STEP=> Transmission d'un mode opératoire le 14/03/22 (Suez) 13/01/2022: Rejet de Phosphore dans le Don (79Kg) entre le 13/01 et le 08/22: problèmes qualité des réactifs et analyses échantillons 25/03/2022: rupture canalisation de transfert de digestat (propriété SARVAL-QUEST) 24/08/2022: défaut de fonctionnement TAR
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2017, article 4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Gaz odorant
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Gaz odorants L'établissement est équipé et aménagé de telle sorte qu'il ne soit pas à l'origine de nuisances olfactives pour le voisinage. Il met en œuvre les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable pour limiter au maximum les émissions susceptibles d'être à l'origine de nuisances olfactives pour le voisinage. Les installations de traitement des gaz (traitement thermique, biofiltre, lavage des gaz...) doivent être suffisamment dimensionnées pour traiter l'ensemble des gaz odorants émis (chaud et froid).
Constats : Absence d'étanchéité et de captation des condensats de la ligne de séchage de sang. Rejets directs des odeurs dans l'atmosphère
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2mois

N° 4 : Entretien et surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2017, article 5.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien des réseaux d'eaux usées et pluviales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité. Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur. Les canalisations de transport de substances et préparations dangereuses à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.
Constats : Problème sur l'étanchéité (aérienne) de certains réseau canalisant l'évacuation des condensats en sortie des bâtiments de production.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2mois

N° 5 : Entretien et surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2017, article 5.3.7
Thème(s) : Risques chroniques, rejets d'eau traités
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux traitées dans le Don les dispositions suivantes ainsi que les valeurs limites en concentration et en flux ci-dessous définies par le présent arrêté préfectoral
Constats : Conformité des rejets suite aux mesures non-conformes établies depuis le 08/02/2022. Changement des réactifs et de méthode interne des vérifications des teneurs en phosphore des rejets.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2017, article 5.3.8.2
Thème(s) : Produits chimiques, Analyses des eaux pluviales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : VLE eaux exclusivement pluviales conformes aux dispositions du présent article
Constats : Respect des critères définis par l'AP du 16 novembre 2017
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Epandages des effluents traités

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2017, article 5.4
Thème(s) : Risques chroniques, Epandage – irrigation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'épandage de déchets ou effluents sur ou dans les sols agricoles doit respecter les règles définies en annexe 1 du présent arrêté préfectoral et par les arrêtés relatifs aux programmes d'action en vigueur à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole.
Constats : Transmission du plan prévisionnel de fumure 2022 et du cahier d'enregistrement 2021 concernant les parcelles irriguées par les effluents traités en provenance de la STEP en période d'étiage sur les cultures des prêteurs de terres. En attente du cahier d'enregistrement 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Prévention de la pollution atmosphérique – dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Risques technologiques étude des zones
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, des procédés ou des activités réalisées, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. L'exploitant signale la nature du risque dans chacune de ces parties sur un panneau conventionnel. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.</p>
<p>Constats : Transmission d'une étude des zones à risques (ATEX) réalisée par l'exploitant le 08/12/2021 présente de nombreuses recommandations concernant le fonctionnement de l'établissement. Il convient par ailleurs de définir la localisation des zones à risque identifiées sur un plan du site: document demandé lors du contrôle des installations électriques par la société DEKRA Industrial - Rapport n° 132879342201R001(p6).</p> <p>L'étude identifie la présence notable des défauts suivants : - mise à terre défectueuse du poste de distribution de gasoil et de GNR; - à confirmer : classement rubrique 2925 par la présence de deux postes de charge "Nacelle de 161 KW?" et "Transpalette - Garage" dotés d'une ventilation insuffisante suffisante - ligne process : absence de suivi de température (avec alarme) afin de détecter un risque d'auto-échauffement dans le cadre de la protection incendie aux points clés du process (cuiseur, tuyauterie, presse, sécheur, ...);</p> <p>Je prends note qu'un plan d'action sur l'ensemble des établissements du GROUPE SARIA est en cours de validation sur le plan national. Ce dernier devra conduire à la mise en place d'améliorations de la sécurité du process et d'actions correctives conformes aux recommandations émises par cette étude.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 12mois

N° 10 : Prévention de la pollution atmosphérique – dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 58
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions (air)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les valeurs limites d'émissions du présent article sont applicables aux installations autres que les turbines, moteurs et générateurs de chaleur directe, dont les chaudières.</p>
<p>Constats : Transmission du suivi trimestriel des émissions des 3 chaudières présentes sur le site conforme aux dispositions concernant les équipements fonctionnant au Gaz Naturel.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Infrastructures et installations : Bâtiments et locaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2017, article 8.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Infrastructures et installations: Bâtiments et locaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à pouvoir détecter rapidement un départ d'incendie et s'opposer à la propagation d'un incendie. Les bâtiments ou locaux susceptibles d'être l'objet d'une explosion sont suffisamment éloignés des autres bâtiments et unités de l'installation, ou protégés en conséquence. A l'intérieur des ateliers, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre. Des trappes de désenfumage sont installées dans l'ensemble des ateliers.
Constats : La modification du plan de circulation du personnel dans les ateliers par de nouveaux aménagements destinés à permettre l'agrément sanitaire de l'établissement devra permettre de faciliter l'évacuation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2017, article 8.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité: Vérification et entretien des installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes européennes et françaises qui lui sont applicables. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle des installations de protection contre la foudre. Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectué au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le rapport de vérification (Rapport n° 132879342201R001 - Vérification réalisée le 03/10/2022 au 10/10/2022) établi par la société DEKRA indique que plusieurs parties de l'établissement n'ont pu être vérifiées (Vérification de la continuité de la mise à la terre des appareils d'éclairage installés en hauteur, faute de mise à disposition de moyens d'accès en sécurité.)</p> <p>Par ailleurs, l'adéquation des matériels électriques aux différentes zones à risques d'explosion n'a pu être réalisée , en l'absence de détermination de ces zones, telle que demandée par l'article R.4227-50 du Code du travail .</p> <p>La vérification de l'installation électrique n'a ainsi porté que sur l'état des matériels électriques installés, qu'ils soient ou non adaptés aux risques d'explosion</p> <p>Par ailleurs, ce rapport indique l'absence de continuité à la terre de certains équipements qui devront être corrigé.</p> <p>Les conclusions établies le 11/10/2022 par le certificat Q18 précisent le fonctionnement de votre installation peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion.</p> <p>Plusieurs observations ont fait l'objet de commentaires dans les précédents rapport de suivi:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Absence des moyens de protection des transformateurs (HT/BT, BT/HT, HT/HT) ; - Absence ou inadaptation des dispositifs de protection contre les surintensités. <p>Je prends note que des modifications sont actuellement en cours.</p> <p>Par ailleurs, le contrôle par thermographie réalisé le 30/06/2022 (dossier 13287909 -2201) a présenté deux anomalies corrigées qui ont été corrigées le 4/07 et le 02/08. Ces résultats sont démontrées lors de l'inspection sur site.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 12mois

N° 13 : Foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 25
Thème(s) : Risques accidentels, Cheminée
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant met en œuvre les dispositions relatives à la protection contre la foudre de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 « relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ».
Constats : La transmission du Rapport de vérification complète N°132879462201R001 réalisé par la société DEKRA le 4/10/2022 montre le défaut de mise à jour de l'Analyse du Risque Foudre et de l'étude technique sur votre entreprise. Ce document qui date de l'année 2008 devra faire l'objet d'une mise à jour suite aux modifications survenues dans votre établissement depuis ces dernières années (déconstruction d'une cheminée principale de 51m). De plus plusieurs nouveaux bâtiments ont été intégrés dans le périmètre de votre ICPE depuis cette date. Par ailleurs, il est noté la présence d'équipement parafoudre "courant fort" Hors service. La mise à jour de ce point réglementaire nécessite de procéder à la mise à jour de l'étude technique du risque foudre liées aux contraintes d'installation et de vérifier l'absence d'indication relative aux valeurs des distances de séparation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 12mois

N° 14 : Prévention des pollutions accidentelles - Généralités

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2017, article 8.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Eau (prévention des pollutions)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Maîtrise des risques de pollution accidentelle du réseau d'eaux pluviales
Constats : Renforcement des opérations concernant l'utilisation d'une canalisation enterrée propriété de SARVAL-OUEST suite à l'incident survenu lors du transfert de digestat par la société VALDIS vers la lagune déportée (Martinière). Création d'une procédure d'utilisation du réseau le 13/05/2022, transmise par l'exploitant concernant le transfert du digestat et la réalisation de tests d'étanchéité de la canalisation (préalables au transfert du digestat: à confirmer?). Seul, le personnel de SARVAL est le seul habilité à décider des manœuvres des vannes en accord avec le personnel de VALDIS concernant le transfert de digestat. Définir la séquence temporelle des test d'étanchéité réalisés et procéder à la signature des deux parties sur le document.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2017, article 8.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Eau (prévention des pollutions)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toute disposition pour entretenir et surveiller à intervalles réguliers les mesures et moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions dans le sol et dans les eaux souterraines et tient à la disposition de l'IIC les éléments justificatifs (procédures, compte rendu des opérations de maintenance, d'entretien des cuvettes de rétention, canalisations, conduits d'évacuations divers...).
Constats : Dégradation de la dalle béton extérieure destinée à la rétention à fuites de graisse à proximité des cuves de stockage. Le local de préparation des adjuvants pour la filière de traitement des effluents aqueux a fait l'objet d'une remise en état.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 12mois

N° 16 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2017, article 8.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : — deux poteaux d'incendie normalisés à une distance de moins de 200 mètres, — une lagune de 2500 m³ accessible aux véhicules des sapeurs pompiers, — deux réserves de 25 m³ d'eau, — un réseau d'extincteurs appropriés aux risques encourus, — des Robinets d'Incendie Armés de diamètre 40 mm installés de manière à ce que chaque point des bâtiments puisse être atteint par au moins deux jets de lances, — des exutoires de fumée, doublés de commandes manuelles, les commandes devant être ramenées à proximité des issues. Les moyens de secours et de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état de service et vérifiés périodiquement. Le personnel de l'établissement est entraîné périodiquement à la mise en œuvre des matériels de secours et d'incendie : des exercices peuvent utilement être réalisés en commun avec les sapeurs- pompiers. Les voies d'accès à l'établissement sont maintenues constamment dégagées.
Constats : Transmission de deux rapport de vérification des moyens de lutte contre l'incendie concernant: - la vérification du fonctionnement des deux bornes incendie; - Éclairage de sécurité L'exploitant procéder à la vérification annuelle du fonctionnement des RIA et des trappes de désenfumage présentes sur l'établissement, document non présenté le jour de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 17 : AUTOSURVEILLANCE DES EMISSIONS ODORANTS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2017, article 9.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour chaque source identifiée comme ayant un impact dans l'étude de dispersion prévue à l'article 4.2.4 : — si la concentration d'odeurs est supérieure à 100 000 uoE/m³, une mesure trimestrielle est réalisée avant et après le dispositif de traitement des odeurs. La périodicité est annuelle si une mesure représentative et permanente de la concentration et du débit d'odeurs est réalisée notamment à l'aide de nez électroniques ;</p> <p>— si la concentration d'odeurs est strictement inférieure à 100 000 uoE/m³ et supérieure à 5 000 uoE/m³, une mesure semestrielle est réalisée.</p> <p>La périodicité est de une fois tous les deux ans si une mesure représentative et permanente de la concentration et du débit d'odeurs est réalisée notamment à l'aide de nez électroniques ;</p> <p>— si la concentration d'odeurs est strictement inférieure à 5 000 uoE/m³, une mesure annuelle est réalisée.</p> <p>La périodicité est de une fois tous les trois ans si une mesure représentative et permanente de la concentration et du débit d'odeurs est réalisée notamment à l'aide de nez électroniques.</p> <p>La validité de la technique de nez électronique nécessite que le nez électronique ait fait l'objet d'une étude spécifique réalisée sur le site.</p> <p>Les conditions opératoires de la mesure, telles que le calage de la mesure à des mesures olfactométriques ainsi que sa stabilité doivent être justifiées par l'exploitant.</p>
<p>Constats :</p> <p>Suivi des deux sources d'émission potentielles BF2 et BF3 présentes sur le site de SARVAL-OUEST.</p> <ul style="list-style-type: none"> - BF2= 4 caissons Biofiltres : CONCENTRATION D'ODEUR AU REJET: 1009 UOE/m³, soit un rendement de 99.6%, malgré la concentration d'odeur en entrée de traitement élevée pour ce type d'installation avec en moyenne 295 780 uoE/m³, - BF3= 2 caissons Biofiltres: Concentration d'odeur de la source: 540 UOE/m³ (Moyenne géométrique), soit un rendement de 99.8%
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 18 : Mesures de réduction des consommations d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/05/2020
Thème(s) : Risques chroniques, approvisionnement en eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Loire Bretagne 2022-2027 (notamment sa disposition 4.3.3 relative à la réduction des prélèvements d'eau des entreprises) Arrêté préfectoral cadre sécheresse du 29 mai 2020 prévoit que pour les industries ICPE, en période d'alerte renforcée ou de crise, des mesures de réduction des consommations d'eau doivent être prises : - diminution de 30 % des consommations sur les périodes concernées OU - application de mesures spécifiques prévues par l'arrêté d'autorisation ICPE
Constats : La proposition faite par SARVAL, consistant en une forte réduction des consommations d'eau sur une période fixe de 3 semaines au mois d'août (par utilisation du stockage hivernal), est une bonne chose sur cette période donnée (pendant laquelle elle permet de réduire drastiquement la consommation d'eau). Néanmoins, les mesures de restriction sécheresse peuvent s'appliquer selon les années sur des périodes pouvant aller d'avril à octobre (variables selon la situation). Si l'objectif de réduction de 30 % des consommations d'eau ne peut être atteint pendant toute la durée des mesures de restriction, SARVAL doit proposer des mesures de réduction des consommations d'eau conformément à l'arrêté préfectoral du 12 novembre 2019 qui prescrivait une étude technico-économique visant à diagnostiquer les possibilités de réduction de consommations. Votre courrier du 16 septembre 2022 n'est donc pas recevable et il convient de faire des propositions d'actions (économie et/ou recyclage d'eau) qui puissent être validées par l'inspection et reprises dans votre arrêté d'autorisation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6mois